

Histoire

LA GAUCHE ET L'ARMÉE. DE MAI 68 À NOS JOURS

Maxime Launay, Alice Agrech

12/11/2025

Des mouvements antimilitaristes des années 1970 aux débats sur l'aide à l'Ukraine, la question du rapport de la gauche à l'armée traverse un demi-siècle d'histoire politique. C'est elle qu'analyse en profondeur l'historien Maxime Launay dans son ouvrage *La gauche et l'armée. De Mai 68 à nos jours* (Nouveau Monde, octobre 2025). Alors qu'il est reçu le 17 novembre 2025 à la Fondation pour en débattre, il livre dans cet entretien introductif de premières réflexions à Alice Agrech, chargée de mission à la Fondation.

Comment définiriez-vous les rapports entretenus par la gauche avec les questions militaires ?

Pour comprendre la longue histoire de cette relation, il faut d'abord souligner combien celle-ci fut loin d'être univoque, tant la gauche se caractérise par la diversité de ses cultures politiques – radicale, socialiste, communiste, anarcho-syndicaliste, écologiste pour en citer les principales. Loin d'être un acteur monolithique – un constat qui vaut aussi pour l'armée qui doit être pensée au pluriel –, la gauche est analysée dans mon livre au prisme d'organisations qui ont défendu soit l'antimilitarisme ou le pacifisme, soit au contraire une relation plus apaisée avec l'institution, pourvue qu'elle soit réformée et qu'elle corresponde au projet politique qu'elles portaient.

Dans ma recherche, j'attache beaucoup d'importance à la pensée de Jean Jaurès, développée dans son ouvrage *L'Armée nouvelle* (1911)¹, car, sans être antimilitariste, celui-ci se méfiait d'une force prétorienne qui ferait planer le risque d'un *pronunciamento*. Il voyait dans l'institution militaire l'incarnation d'un ordre conservateur et réactionnaire, qui faisait régner un esprit de caserne à l'opposé de la société démocratique et socialiste qu'il espérait voir advenir. Des coups d'État où l'armée avait été impliquée au XIX^e siècle à l'affaire Dreyfus, lorsqu'un innocent avait été condamné devant la justice militaire au mépris de la vérité, l'institution militaire était associée à gauche au refus des idées de progrès, à l'hostilité à la République et au goût pour l'exception et l'arbitraire. Pour autant, Jaurès croyait à la possibilité d'une armée républicaine, loyale et subordonnée au pouvoir civil. Par la suite, la gauche de gouvernement montra d'ailleurs son attachement à la défense nationale, à l'exemple de la politique de réarmement menée par Léon Blum sous le Front

populaire.

Dans les années 1970, la gauche et l'armée semblaient irréconciliables. Quelles étaient les racines de cet antagonisme ?

Par-delà la pensée jaurésienne que nous venons d'évoquer, d'autres courants, à l'inverse, ont postulé la destruction d'une armée considérée comme un instrument de la répression bourgeoise, au service de la violence capitaliste. Ce fut longtemps le cas du Parti communiste avant qu'il ne se rallie aux principes d'une défense nationale. Après Mai-68, ce sont les trotskistes qui reprennent cette tradition et contribuent à mettre au-devant de la scène l'antimilitarisme révolutionnaire, mais ils ne sont pas les seuls, à l'heure où les groupuscules – souvent qualifiés de « gauchistes » – se multiplient dans la France gaullo-pompidolienne. Libertaires, anarcho-syndicalistes, écologistes et non-violents se caractérisent pour leur part par un anti-bellicisme fondamental, sans doute la forme la plus absolue d'antimilitarisme sur le plan philosophique. De façon plus générale, la gauche est marquée au début des années 1970 par la guerre du Vietnam et n'a pas oublié les guerres de décolonisation et singulièrement la guerre d'Algérie². Le spectre du putsch raté des généraux, survenu en avril 1961, n'est pas loin. Ailleurs, les dictatures militaires dessinent la carte du monde, qu'il s'agisse du Chili, du général Pinochet, de l'Espagne de Franco, de la dictature des Colonels en Grèce ou encore des régimes militaires au Brésil et en Argentine (à partir de 1976). Dans ce contexte, la nébuleuse d'extrême gauche, qui tient le haut du pavé dans la vie politique et intellectuelle après Mai-68, s'intéresse aux questions militaires en reprenant à son compte les textes classiques de Marx, Engels, Lénine et Trotski, et développe un activisme débridé en direction des armées. Les comités de soldats – par définition illégaux et clandestins – se multiplient avec un certain succès dans les casernes, et des manifestations d'appelés surviennent dans plusieurs villes, à commencer par Draguignan, en septembre 1974. Les pacifistes, pour leur part, appellent à l'insoumission, défendent la cause des objecteurs de conscience, brûlent des livrets militaires en place publique et appellent à ne plus payer l'équivalent de 3% de leur impôt, c'est-à-dire le montant dévolu au budget militaire dans le PIB français. De façon plus générale, ce que j'appelle la crise antimilitariste est nourri par une interrogation fondamentale sur le rôle politique et social de l'armée, plusieurs grands sujets étant au-devant de l'actualité (l'extension du camp militaire du Larzac, les essais nucléaires en Polynésie française, les ventes d'armes, le service national).

Qu'a changé l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir en 1981 ? Comment qualifieriez-vous son rapport aux armées avant d'arriver au pouvoir ?

François Mitterrand, s'il avait un frère général qui accomplissait une carrière militaire de premier

ordre – Jacques Mitterrand fut notamment le commandant des Forces aériennes stratégiques au début des années 1970 –, n’a pas eu une grande appétence pour les questions militaires lorsqu’il était dans l’opposition. Il savait toutefois que l’exercice de l’État auquel il prétendait est indissociable d’une politique de défense. Assumant la conquête du pouvoir dans le cadre institutionnel de la V^e République après l’avoir combattu – on se souvient du *Coup d’État permanent*³, son pamphlet contre le régime et contre la pratique personnelle du pouvoir du général de Gaulle –, François Mitterrand n’ignore pas qu’une suprématie *de facto*, le « domaine réservé », est conférée au président de la République dans le cadre de la Constitution de 1958 ainsi que par la pratique institutionnelle. Alors que la gauche est jugée peu compétente sur les enjeux de défense, il entend incarner le pouvoir régalien. De ce point de vue, alors qu’il a farouchement combattu la bombe nucléaire française dans les années 1960, il prépare avec ses équipes, et notamment son fidèle lieutenant Charles Hernu, le ralliement du Parti socialiste à la dissuasion nucléaire. Ce fut une longue entreprise que de convaincre les socialistes de se convertir à la bombe atomique, mais la gauche de gouvernement y gagna en crédibilité avant même d’accéder au pouvoir. Avant même le ralliement du Parti socialiste en 1978, le Parti communiste avait accompli un chemin identique après la publication du « rapport Kanapa » en mai 1977.

En 1981, l’institution militaire n’a pas mis longtemps à adopter les nouveaux responsables de la défense, à commencer par le nouveau ministre de la Défense, Charles Hernu. Certes, l’arrivée de communistes au sein du gouvernement de Pierre Mauroy fut mal vécue, mais la chasse aux sorcières, dont le haut commandement craignait être la victime, n’a pas eu lieu.

Comment expliquer que la gauche de Mitterrand ait finalement intégré l’héritage gaulliste en matière de défense ? Que révèle, selon vous, l’expression « gaullo-mitterrandisme » ?

Outre la nécessité pour François Mitterrand d’être légitime dans sa prétention à occuper le poste suprême de président de la République, qui est intrinsèquement lié à l’armement nucléaire, il ne faut pas négliger une prise en compte pragmatique de la réalité du système de défense français, qui s’était nucléarisé à grand coût entre le milieu des années 1960 et le milieu des années 1970.

Ajoutons à ce point le fait que les sujets de défense ne sont pas au cœur des préoccupations des Français, c’est d’ailleurs rarement un sujet majeur lors des élections présidentielles, l’enjeu pour chaque candidat étant principalement de paraître crédible comme futur chef des armées, garant des intérêts vitaux de la nation et de la protection de la population. Il existe une sorte de « consensus permissif », la doctrine de dissuasion et la mise en œuvre de l’armement nucléaire étant d’abord le produit d’un accord au sein des élites, qu’elles soient politiques et militaires, les opposants étant marginalisés. Par-delà le nucléaire, les organisations et des individus les plus

critiques de l'institution militaire sont devenus moins audibles.

Très vite au cours du premier septennat de François Mitterrand, l'expression « gaullo-mitterrandisme » est apparue. Elle a été forgée par Hubert Védrine et a rencontré immédiatement un vif succès médiatique. L'héritage gaulliste (confirmation de la dissuasion nucléaire, maintien de la conscription, soutien aux exportations d'armes et défense des intérêts outre-mer et dans le pré-carré africain) en est ressorti renforcé. Gage d'une certaine maturité démocratique du pays, le consensus sur la défense nationale en a été conforté et les relations politico-militaires apaisées.

Avec le recul, quelle réussite peut-on mettre au crédit des gouvernements de gauche sur les questions militaires ? Quel échec ?

Si l'on s'intéresse au bilan, il faut bien comprendre qu'il s'agit de celui des socialistes qui, à ce jour, ont été au total vingt-quatre ans au pouvoir depuis les débuts de la V^e République. Le choix de la continuité avec la droite en matière de défense a parfois été mal vécu à gauche, activant rapidement le discours de la « trahison ». Il reste qu'en offrant une stabilité et une lisibilité dans l'action de la France, la crédibilité du pays en est ressortie renforcée auprès des pays étrangers. Sur le plan intérieur, ce choix a conduit à une meilleure acculturation des socialistes au monde régalien et plus généralement au fonctionnement de l'État. La V^e République tant combattue n'a plus été remise en question par les socialistes. Ces derniers ont par ailleurs été des réformateurs sélectifs de l'institution sans chercher à la transformer radicalement. En matière de droits et libertés, sujet souvent négligé auquel je donne une place importante dans mon livre, la suppression des tribunaux permanents des forces armées (TPFA) décidée en 1982, ou encore l'amélioration du statut des objecteurs de conscience en 1983 (leur nombre passe de 1000 en 1983 à 10 000 en 1997) en sont les meilleurs exemples. S'il n'y eut pas de réel rééquilibrage entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, le gouvernement de Lionel Jospin renforça pour sa part le droit d'information et de contrôle du Parlement.

Face à une droite réputée plus « dure » sur les questions régaliennes, la gauche traîne une image plus hésitante. Est-ce que, sur les questions de défense, ces caricatures résistent à l'examen des faits ?

Je note que les socialistes ont fait un grand usage des armées sur les théâtres d'opérations et que le retour des soldats sur le sol national dans le cadre de l'opération *Sentinelles*, une première depuis la guerre d'Algérie, a également été décidé par un gouvernement de gauche. Par rapport aux générations précédentes, la relation avec l'armée est aujourd'hui décomplexée pour la gauche de gouvernement.

Avec l'Ukraine et le retour des conflits à haute intensité sur le sol européen, la France a découvert que son armée et son outil industriel de défense étaient largement sous-dimensionnés pour faire face à cette nouvelle menace. Quelle part de responsabilité les gouvernements de gauche portent-ils dans cette situation ?

De façon continue sous la V^e République, quelle que soit la coloration politique, le budget militaire de la France a décru, et il faut attendre 2016-2017 – conséquence des attentats – pour que cette tendance s'inverse à l'initiative de François Hollande, une décision amplifiée par Emmanuel Macron. Depuis 2022, à défaut d'une « économie de guerre », c'est une « économie de réarmement », pour reprendre l'expression de l'historien Robert Frank, que nous observons⁴.

Là encore, l'histoire de la gauche des cinquante dernières années est éclairante. Durant les années 1970, la dénonciation des ventes d'armes et la mise en garde contre les dangers du « complexe militaro-industriel » étaient des thèmes récurrents à gauche. À l'époque, l'Afrique du Sud de l'apartheid est l'un des premiers clients de la France. À l'épreuve du pouvoir, les choix opérés sont différents. Les ventes d'armes, nécessaires à la souveraineté française et à son industrie nationale qui ne peut à elle seule se contenter du marché intérieur, sont maintenues. Si les contrats signés avec le Chili et l'Afrique du Sud – pays infréquentables – ne sont pas honorés, les ventes progressent très fortement. De Charles Hernu à Jean-Yves Le Drian, les socialistes ont su être d'excellents VRP des fleurons français de la défense, contribuant à la balance commerciale du pays.

On parle beaucoup de défense aujourd'hui (guerre en Ukraine, budget militaire en hausse, dissuasion, émergence des drones, enjeux militaires de l'intelligence artificielle) : est-ce que la gauche travaille sur ces questions ? Est-ce que le PS dispose dans ses rangs de personnalités ou d'espaces de réflexion reconnus sur ces questions ?

Je n'ai pas la prétention comme historien de porter un jugement sur la situation présente, mais, à mon sens, les partis de gauche, singulièrement le Parti socialiste (PS) et La France insoumise (LFI), disposent de parlementaires reconnus sur ces questions, actifs au sein des commissions dédiées à ce sujet et partiellement insérés dans les milieux de la défense, même si les contacts sont toujours plus limités lorsqu'un parti est dans l'opposition. En revanche, j'ai constaté que, contrairement aux questions internationales et stratégiques qui font l'objet d'un vif débat, y compris au sein de la gauche, l'appréhension de l'armée comme institution, à travers son rôle politique et social, n'est pas suffisamment prise en charge. Plus généralement, la gauche souffre aujourd'hui de sa faiblesse structurelle. Les partis et leurs militants se sont en partie dessaisis de ces questions, les laissant pour l'essentiel entre les mains des *think tanks* et autres cercles d'experts. Il est vrai que les

querelles qui ont entouré ce sujet par le passé sont sources de divisions coûteuses pour les dirigeants.

Après les décennies de paix post-guerre froide, l'invasion de l'Ukraine signale un changement d'ère en Europe. Avez-vous le sentiment que la gauche l'a pleinement réalisé ? Y a-t-il encore un courant pacifiste et antimilitariste à gauche ?

La situation ouverte par la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine a partiellement changé la donne. Le débat public accorde une grande place aux enjeux de défense, les militaires sont très présents dans les médias et les armées ont gagné un soutien évident de la part des gouvernements et des parlementaires qui ont voté des budgets en hausse. Le délitement des partis que j'évoquais à l'instant, dont le *collapsus* historique du PS en 2017 est le symbole, ne permet toutefois pas d'offrir une vraie réponse aux importantes questions qui se posent sur la pérennité du modèle de défense français, faute de pouvoir peser dans le débat.

Concernant le courant pacifiste et antimilitariste, celui-ci n'a en fait jamais disparu malgré sa marginalisation au tournant des années 1970-1980. Il porte d'ailleurs des idées et des slogans qui sont sensiblement les mêmes depuis l'entre-deux-guerres. Ce qui a changé depuis les années 1970, c'est qu'ils sont devenus largement inaudibles, et l'invasion de l'Ukraine, un pays démocratique en proie aux visées impérialistes de son voisin, au mépris du droit international, a rendu plus délicat encore ce type de discours, tant le choix des Ukrainiens de résister par les armes apparaît justifié. La nature et l'ampleur du soutien qui doit y être apporté à l'échelle européenne sont cependant sources de réels désaccords, comme les débats entre Anne Hidalgo, Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon l'ont montré lors de la présidentielle de 2022.

Comment la fin du service national et la professionnalisation de l'armée ont-elles bousculé le lien entre armée et citoyens ? L'idée d'un retour du service national trouve-t-elle des appuis à gauche ?

Nous avons débuté cet entretien par *L'Armée nouvelle*. Jean Jaurès et ses successeurs ont longtemps eu pour projet la réorganisation de l'armée autour d'une force de mobilisation populaire, fondée sur un service militaire court de six mois. Autrement dit, le service militaire était au cœur même du projet de la gauche jaurésienne, il a longtemps été un totem, puis un tabou, avant que les socialistes se rallient à la décision prise en 1996 par Jacques Chirac de le suspendre et de le remplacer par une armée professionnelle. Depuis lors, la gauche de gouvernement ne propose plus de projet alternatif sur le plan du format de l'armée et de l'organisation générale de la défense nationale. Bien des débats et des idées ont émergé pour faire naître d'autres dispositifs, de Ségolène Royal à François Hollande (service civique, garde nationale), mais l'idée d'un retour à un

service national universel et obligatoire, parfois avancée par certains à gauche, ne fait pas consensus. Encore faudrait-il préciser sa finalité : est-ce pour préparer les citoyens à la défense armée de la patrie et être un élément de la dissuasion, dans la perspective de défendre le territoire national face à l'agression d'un ennemi, ou bien est-ce pour proposer un dispositif social d'encadrement de la jeunesse, comme certains en rêvent ? Ce débat est un bon exemple des clarifications nécessaires auxquelles la gauche devra s'astreindre, au risque de brouiller à nouveau le débat sur le rôle de l'armée dans notre société.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

1. Jean Jaurès, *Œuvres de Jaurès, tome 13 : L'Armée nouvelle*, édition dirigée par Jean-Jacques Becker, Paris, Fayard, 2012.
2. Maxime Launay, *La rose et le glaive : les socialistes et la défense dans les années 1970*, Fondation Jean-Jaurès, 12 mars 2019.
3. François Mitterrand, *Le coup d'État permanent*, Paris, Plon, 1964.
4. Robert Frank, « On a tort d'évoquer une "économie de guerre", il vaudrait mieux parler d'"économie de réarmement" », *Le Monde*, 8 avril 2025.